

<http://www.ujfp.org/spip.php?article155>



DESTRUCTION DE LA PALESTINE : NE NOUS HABITUONS PAS A L'INTOLERABLE

UJFP

UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -
Date de mise en ligne : mardi 24 octobre 2006

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

La guerre qui s'est déroulée au Liban l'été dernier se solde, outre les destructions massives des villes et villages libanais, par une résolution on ne peut plus ambiguë et par l'envoi d'une « force d'interposition » dont on se demande si elle doit participer au désarmement du Hezbollah, et par conséquent prendre en charge une question libanaise - auquel cas il s'agit d'une intervention de l'ONU dans les affaires intérieures du Liban supposé être incapable de régler ses propres problèmes, ou si elle doit se contenter de surveiller le Hezbollah pour empêcher toute agression contre Israël - ce qui revient à mettre la responsabilité du conflit sur l'agressé, exonérant ainsi Israël de toute responsabilité dans le conflit.

Le fait que l'armée israélienne a été mise en échec par la résistance libanaise porte un coup provisoire à la croyance dans sa suprématie militaire.

Cela nous renvoie à l'occupation de la Palestine. La résolution 242 qui a suivi la guerre de 1967 est toujours sans effet. D'autant que la colonisation continue en Cisjordanie et que, non content d'avoir annexé Jérusalem-Est pour faire de Jérusalem "la capitale éternelle d'Israël", Israël est en train d'occuper la banlieue de Jérusalem, coupant peu à peu cette ville de la Cisjordanie palestinienne. Dans ces conditions, la création d'un Etat palestinien, même si elle était acceptée par Israël, conduirait à un Etat non-viable qui ne pourrait être que sous la coupe israélienne.

Quant au "retrait de Gaza", qui n'est pas une idée nouvelle (Rabin y songeait au moment d'Oslo), il a été mené comme une belle opération de propagande en montrant des colons éplorés de devoir quitter leur terre, oubliant que celle-ci avait été prise aux Palestiniens.

Et une fois Gaza évacuée par les colons et l'armée israélienne, celle-ci est devenue une prison entourée d'abord par Israël qui contrôle la frontière, ensuite par la mer, elle aussi contrôlée par Israël, enfin par la frontière avec l'Egypte peu soucieuse d'offrir aux Palestiniens une porte vers l'extérieur. On sait d'autre part que le seul point de passage vers l'Egypte est sous contrôle européen en liaison avec les Israéliens. Où est donc l'ouverture annoncée, le grand pas vers la paix que la propagande israélienne a voulu montrer à l'opinion publique internationale, c'est-à-dire occidentale ?

Nul doute que les bombardements de l'armée israélienne sur Gaza, sous prétexte de libérer un soldat fait prisonnier par la résistance palestinienne, n'auraient jamais eu lieu avec la présence de colons. Le retrait israélien permet ainsi de mener une guerre à outrance et de saccager systématiquement le territoire comme s'il fallait le rendre invivable pour ses habitants. Les derniers événements (bombardements et assassinats) ainsi que les révélations d'une journaliste italienne sur les armes utilisées par l'armée israélienne, confirment la volonté de l'Etat d'Israël de détruire Gaza. Comme si cette destruction était la façon de rappeler aux Palestiniens qu'ils n'ont aucun droit sur la terre revendiquée par Israël.

Pendant ce temps, sous prétexte que les élus des dernières élections (les plus démocratiques du monde arabe comme on l'a suffisamment expliqué) ne plaisent pas aux pays occidentaux, l'Union Européenne a cru bon de suspendre ses subventions à l'Autorité Palestinienne en exigeant du nouveau gouvernement qu'il reconnaisse l'Etat d'Israël, qu'il mette fin à la violence et qu'il respecte les accords d'Oslo. Or, l'Etat d'Israël n'a jamais reconnu le droit à l'existence d'un Etat de Palestine, n'a jamais mis fin à la violence que constitue l'occupation, et enfin semble avoir oublié les Accords d'Oslo qui, pourtant, lui étaient favorables. Alors que veut l'Union européenne, sinon marquer son soutien à Israël ?

On oublie que les Palestiniens ont accepté en 1988 le principe de la coexistence de deux Etats sur la terre palestinienne, le palestinien et l'israélien, on oublie aussi que les gouvernements israéliens n'ont jamais répondu aux Palestiniens. Yasser Arafat a réitéré cette reconnaissance dans sa lettre à Rabin après les Accords d'Oslo ; quant au Premier Ministre israélien, il s'est contenté de reconnaître l'OLP comme interlocuteur.

Alors à quoi sert-il que les Palestiniens reconnaissent une fois de plus l'Etat d'Israël ? Si cette reconnaissance avait un sens lorsque se dessinaient des possibilités de paix fondées sur la mise en place d'un Etat palestinien viable géographiquement et politiquement, dès lors que l'Etat d'Israël n'a pour but que d'annexer le maximum de territoires aux dépens des Palestiniens et que la paix se réduit à l'hégémonie israélienne, la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Palestiniens ne signifie rien d'autre que la soumission aux diktats israéliens.

L'Autorité Palestinienne apparaît de plus en plus comme une fiction manipulée par Israël en tant que de besoin. Mahmoud Abbas ne pouvait se prévaloir d'aucun acquis lors des élections palestiniennes : le vote en faveur du Hamas est alors apparu pour ce qu'il est, un vote de résistance. Et c'est bien cela que l'Union Européenne ne

pardonne pas aux Palestiniens. Sa manoeuvre est claire : provoquer des incidents conduisant à la remise en cause du gouvernement issu des dernières élections.

Ainsi se continue en Palestine un déni de droit accepté par l'ONU sous l'égide de l'Occident et c'est ce déni de droit qui est au coeur du problème. Tant que les droits des Palestiniens seront niés, le problème ne sera pas résolu et la résistance contre l'occupation continuera.

Le projet d'une coalition regroupant le Fatah et le Hamas, qui semblait se dessiner, est en panne, le clivage se faisant autour des conditions posées par l'Union Européenne, lesquelles conditions ne peuvent que conduire à la mort de la Palestine. Il ne s'agit plus de ce que l'on a appelé, d'une façon quelque peu simpliste, un clivage entre "extrémistes" (ceux qui, comme le Hamas, refusent les conditions de l'Union Européenne) et "modérés" (ceux qui sont prêts à accepter ces conditions), mais d'une question fondamentale, celle de la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Enfin, l'UJFP exige que cesse la complicité de fait du gouvernement français et de l'Union européenne avec le gouvernement israélien et que le droit international soit respecté.

22 octobre 2006